

DECLARATION DU PCQ



SALAIRES DE MISÈRE, PROFITS POUR LES ACTIONNAIRES!

DECLARATION DU PCC



CAMPAGNE D'ACTION NON AU FINANCEMENT DE LEUR ÉCONOMIE DE GUERRE

Juillet - Août 2026 Numéro 69

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS!

JournalClarte.ca

CUBA SI

i YANQUI NO!

- 2

68^E CONGRÈS DE LA CSN :
LES PAROLES SONT LÀ MAIS
OÙ EST LA GLAIVE ?
CLASSE CONTRE CLASSE
- 4

IMPÉRIALISME ET
LIBRE ÉCHANGE :
SECTEUR FORESTIER
QUÉBEC – CANADA
- 6

ENTRETIEN AVEC
DR ALEX CARRERAS PONS :
SYSTEM DE SANTÉ CUBAIN
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- 8

CONSCIENCE DE CLASSE ET
ALLIANCES ÉLECTORALES
IDÉOLOGIE MARXISTE

ÉDITORIAL

OÙ VA CUBA ?

Adrien Welsh

Restauration du capitalisme ? Approfondissement du socialisme ? Défense de la Révolution ? Les récentes mesures économiques (176 précisément) approuvées par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire les 18 et 19 juin dernier soulèvent plusieurs questions quant à l'avenir de la Révolution cubaine. Devant l'ampleur des réformes annoncées, sans contredit les plus radicales depuis le processus d'actualisation du modèle de 2011, certains amis de Cuba expriment une certaine inquiétude.

En effet, il s'agit de permettre essentiellement l'établissement d'une économie mixte notamment en libéralisant l'import-export, permettant l'embauche de plus de 100 employés dans les micro, petites et moyennes entreprises, d'ouvrir les entreprises d'État aux capitaux privés, de terminer le monopole étatique sur le marché du change, permettre la propriété terrienne, garantir plus de marges aux municipalités pour qu'elles puissent s'adonner à des montages financiers avec des entreprises privées, faciliter l'investissement notamment des cubains résidents à l'étranger, revoir la mission de service publics qui troquerait l'universalité pour une fonction de filet social, etc. L'objectif est de restituer un rôle à l'économie de marché sur l'île en espérant ainsi contrecarrer les mesures du Blocus criminel renforcé par Trump et ses sbires. Il ne fait aucun doute que de tels changements dans l'infrastructure économique du pays comporte son lot de risques. L'Histoire nous l'a d'ailleurs appris d'une manière féroce.

Il reste que le socialisme ne se construit pas en vase clos, n'en déplaise aux commentateurs de salon ou aux académiques qui craignent de quitter leur tour d'ivoire.

On ne peut comprendre ces mesures sans le contexte dans lesquelles elles s'imposent. Déjà, Cuba essuie les affronts d'un blocus que l'on peut qualifier de génocide le plus long de l'Histoire de l'Humanité. Comme si ce n'était pas assez, celui-ci est couplé de 243 mesures scélérates imposées en pleine crise COVID, puis à son extraterritorialisation (des pays tiers peuvent être sanctionnés s'ils commercent avec Cuba), à l'inscription de Cuba à la liste des pays

soutenant le terrorisme, puis, récemment à une asphyxie totale de l'île à la suite d'un blocus pétrolier total empêchant la génération d'énergie pour satisfaire aux besoins de base du pays. On peut également ajouter un mandat d'arrêt contre Raul Castro, ce qui renforce la possibilité d'une invasion militaire états-unienne.

Le renforcement du blocus par les États-Unis n'est pas une lubie inventée à La Havane. Il se chiffre à 8083 milliards de dollars entre le 28 février 2025 et le 1^{er} mars 2026, un record historique. Ces données n'incluent pas le manque à gagner induit par les vols suspendus et l'arrêt du tourisme – phénomènes certes induits par un manque de carburant, mais clairement renforcé par des pressions états-uniennes qui culminent notamment avec la fin des vols entre le Canada et Cuba, puis le retrait de plusieurs entreprises touristiques étrangères. Outre le tourisme, des entreprises aux activités industrielles structurantes dont la minière canadienne Sherritt se retirent, plombant l'économie cubaine.

Mieux vaut prendre des mesures audacieuses pour défendre la Révolution que de se calfeutrer dans les pénates de l'incurie. Le risque que prennent Cuba, son peuple et ses représentants, c'est celui de maintenir la Révolution de 1959 dans un contexte où le rapport de forces international est défavorable aux luttes anti-impérialistes et, à plus forte raison, à l'édification du socialisme – du moins, temporairement. Le COMECON (accord de coopération économique entre les pays socialistes) n'existe plus. L'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, accord économique, politique et social mutuellement bénéfique entre plusieurs pays latino-américains basé sur la coopération plutôt que la compétition) pose un genou à terre si ce n'est plus.

Loin de rassurer les *gusanos* de Miami et leurs satrapes, ces mesures n'ont pas calmé leur ire : à l'ONU, en amont d'une session extraordinaire où le monde entier est convoqué à se prononcer à nouveau sur le blocus criminel imposé à Cuba, intimidation et autres grenouillages comblent les arcanes de la diplomatie mondiale. Ainsi, si 136 pays bravent la première puissance mondiale, 9 appuient le maintien de cette mesure génocidaire et 30 s'abstiennent, dont le

Canada qui, ce faisant, s'engage dans la pente dangereusement glissante de mettre fin à 81 ans de relations diplomatiques ininterrompues (une exception sur notre continent) et, malgré le verbiage de Davos, brade le peu de souveraineté en matière de politique étrangère qu'il nous reste. Dans un tel contexte, s'abstenir, c'est soutenir...

Cuba, île caribéenne que l'impérialisme cherche à isoler de plus belle, doit survivre et défendre sa souveraineté. En ce sens, toute mesure capable de défendre le pouvoir politique des travailleurs et des masses populaires doit être défendu. Il s'agit d'un socialisme de guerre.

Comme le rappelle Miguel Diaz-Canel : « Nous sommes confrontés à un dilemme complexe que nous pouvons résoudre : comment poursuivre le processus de construction socialiste sur une petite île des Caraïbes qui souffre du blocus le plus long de l'histoire de l'humanité la part de la plus grande puissance mondiale ? Il faut affronter ce défi sans capituler, avec intelligence, fermeté idéologique, responsabilité, unité, courage et audace. »

Le seul moyen de revenir à un socialisme de paix, digne des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, c'est d'abord de lutter pour la fin du Blocus yankee, mais surtout, à long terme, de faire notre propre révolution de sorte que Cuba ne soit plus la seule armée dans les premières tranchées contre l'impérialisme.

Ainsi, à la question « où va Cuba ? » nous ne pouvons que répondre qu'elle se prépare à poursuivre sa lutte contre l'impérialisme et pour le maintien du socialisme en terre d'Amérique dans des conditions particulièrement hostiles. Les *gusanos* yankees de tout acabit qui espèrent déraciner la Révolution et pensent ainsi qu'ils peuvent faire murir le fruit de la contre-révolution. Depuis 60 ans, les graines venues de Floride n'ont su germer sur le sol cubain. Le fruit n'a jamais su murir et, à plus forte raison, n'est jamais tombé. Aujourd'hui, le peuple cubain continue d'asperger de sa sueur, du sang des *mambis* et des héros de la Révolution toute mauvaise herbe de cette bouillie bordelaise qui s'appelle l'espoir en l'avenir socialiste de l'humanité. Ni le mildiou ni l'ergot n'auront raison des graines semées à travers le monde de la Révolution cubaine.

ILS ONT DIT ...

« La forêt publique est au service du plan d'affaires de grosses entreprises. »

Robert Laplante, Directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) qui dénonce la réforme du régime forestier québécois entreprise par la CAQ et pousse la critique en soulignant que rien n'a changé depuis l'époque de l'*Erreur* boréale, documentaire de Richard Desjardins et Robert Monderie sonnante l'alerte sur la braderie de nos ressources forestières aux monopoles transnationaux.

« Notre philosophie, au Parti québécois, elle est simple : on veut se tasser du chemin ! On veut faire en sorte que le gouvernement se concentre sur ce qui devrait être son devoir, soit de créer un environnement d'affaires qui permet à nos entreprises d'être compétitives, innovantes et prospères. Pour ce faire, un gouvernement du Parti québécois procédera à une baisse historique du fardeau fiscal des entreprises [...] »

Le Chef du PQ, **PSPP**, avoue qu'en somme, son gouvernement s'inscrirait dans le sillage du capitalisme monopoliste d'État : utiliser les pouvoirs publics pour satisfaire les profits des entreprises et non pour augmenter les salaires, étendre les services et infrastructures publics ou créer de l'emploi...

« Les États-Unis cherchent littéralement à étouffer, dans le but avoué, de provoquer une révolte populaire, un soulèvement populaire des Cubains pour renverser le gouvernement de cubain. Les gens qui paient le prix de ça, ce sont les citoyens de Cuba. [...] Les compagnies aériennes canadiennes qui desservaient Cuba ont arrêté leurs opérations [...] parce qu'elles [...] se sentent menacées de sanctions américaines qui cherchent à écraser ce qui reste de l'économie cubaine. »

Loin d'être parfaite, cette déclaration de **Yves François-Blanchet**, Chef du Bloc québécois, a le mérite de défendre la souveraineté de Cuba et d'attaquer (à demi-mot, certes) l'impérialisme états-unien. Jusqu'à quel point est-elle sincère et impactera la solidarité avec Cuba ? C'est à voir...

LE FIL ROUGE : ACTUALITÉ DES LUTTES

Lutte pour un salaire décent devant le salaire de misère imposé par les employeurs

Le 17 avril, 92% des 800 surveillants de l'Université Concordia ont voté en faveur de l'accréditation de leur syndicat nouvellement formé auprès de l'AFPC. La décision de créer ce syndicat a été motivée par l'écart salarial par rapport aux autres surveillants du secteur éducatif québécois, ainsi que par des problèmes liés au recrutement en fonction de l'ancienneté. Les propres conclusions du syndicat montrent que l'écart salarial entre les surveillants de Concordia et les autres surveillants du secteur atteint environ 11 \$ de l'heure, Concordia ne leur versant pour l'instant qu'à peu près le salaire minimum.

Les travailleurs des résidences privées pour personnes âgées du Manoir Saint-Augustin

La FSSS, la fédération de la santé de la CSN, mène actuellement des négociations coordonnées dans l'ensemble des résidences privées pour personnes âgées (RPA) du Québec. À la veille d'une grève imminente, un accord de principe de dernière minute a été conclu entre les syndicats et cinq des RPA appartenant à COGIR. À ce jour, 22 des 30 syndicats participant aux négociations coordonnées à l'échelle du secteur ont conclu des accords de principe. Cependant, les membres de la CSN du Manoir Saint-Augustin n'ont toujours pas d'accord, après avoir déposé un préavis de grève qui devait avoir lieu du 19 au 24 juin.

Les travailleurs de la RPA Manoir Saint-Augustin, détenue par le Groupe Gestion Corev, déposent une plainte contre leur directeur général pour entrave aux activités syndicales pendant la période de négociation. En réponse au dépôt de cet avis de grève, le directeur général de la RPA a entravé les activités syndicales en dénonçant le recours à des travailleurs de remplacement.

Le directeur n'hésite pas à tenir des propos injustifiés à l'encontre des salariés du Manoir St-Augustin, mais refuse d'accorder une augmentation à ceux qui s'occupent des personnes les plus vulnérables de la société, à savoir les personnes âgées, alors qu'ils ne gagnent en moyenne que 18,70\$ de l'heure en pleine crise du coût de la vie!

Nouvelle convention collective des brigadiers scolaires de Montréal

Environ 600 brigadiers et brigadières de la Ville de Montréal, membres du SYDC 930, bénéficient désormais d'une nouvelle convention collective. L'accord de principe avait été approuvé à 86% lors d'une assemblée générale des adhérents tenue le 16 mai. Cet accord intervient après des années durant lesquelles ces employés ont été sous-évalués par la Ville. La nouvelle convention collective, qui prévoit une augmentation de 2,5% par an pendant les quatre prochaines années ainsi qu'un nouveau mode de calcul des primes horaires, fera passer le taux horaire total de 21,70\$ en 2025 à 27,81\$ en 2026. Elle comprend également des améliorations concernant les congés maladie et la retraite progressive.

Les ambulanciers du Québec poursuivent leur combat

Le matin du 18 juin à Québec, plus de 300 ambulanciers, privés de nouvelle convention collective depuis trois ans, ont bloqué les entrées du Conseil du Trésor à l'aide d'une épave de 30 pieds symbolisant un système de santé au bord du naufrage. Les ambulanciers représentés par le SCFP et la CSN se heurtent à une surcharge de travail et à un manque de personnel dans leur secteur, ainsi qu'à une rémunération qui n'est pas comparable à celle des autres professionnels de santé.

Leur travail étant classé par le gouvernement comme un «service essentiel», ce qui limite leur droit de grève, les ambulanciers ont adopté diverses tactiques allant au-delà du blocage de l'édifice du Conseil du Trésor. À compter du mardi 23 juin, les ambulanciers membres des syndicats de la CSN dans le sud des Laurentides et à Lanaudière, dans le Grand Trois-Rivières, dans les régions de Portneuf, de la Capitale-Nationale, de Charlevoix ainsi que de la Côte-Nord moyenne et inférieure refuseront d'effectuer des heures supplémentaires volontaires. De plus, les ambulanciers de tout le Québec cesseront de travailler pour les agences privées de placement de personnel dans ces régions ciblées. D'autres régions se joindront au mouvement, si nécessaire. Les ambulanciers s'opposent au report de la conclusion de l'accord jusqu'après les élections d'automne au Québec, ce qui entraînerait des retards supplémentaires.

PASCAN Aviation : des salaires et conditions de travail qui ne décollent pas

Les membres du Syndicat des agents de bord de Pascan Aviation inc, représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique (local 5490) ont gâché les agapes de l'inauguration de l'Aéroport métropolitain de Montréal (MET). En grève depuis plus de 7 mois et après plus de deux mois sans rencontre avec l'employeur, ces salariés qui assurent un service de connectivité territoriale important (en 2024, l'entreprise a reçu 1,8 millions de dollars de la part du gouvernement provincial) aspirent à des conditions de travail décentes et similaires à celles de l'industrie. Or, en plus de son intransigeance, l'employeur recourt à des travailleurs de remplacement (briseurs de grève) afin de miner le rapport de forces des salariés.

68^E CONGRÈS DE LA CSN
LES PAROLES
SONT LÀ,
MAIS OÙ EST
LE GLAIVE ?



Diogo Cavalcanti

Du 25 au 29 mai, le 68^e congrès de la CSN s'est tenu à Québec. Il a enregistré une participation record de plus de 2 100 délégués, représentant environ 2 000 syndicats et 350 000 membres. Cet événement a réuni des délégués issus de tous les secteurs de l'économie québécoise et s'est déroulé dans un climat de solidarité, de démocratie et de combativité devant les attaques que le gouvernement, représentant de la bourgeoisie, a menées contre le mouvement syndical, tant dans la province qu'au Canada.

Sous le slogan «Syndicalistes, point», les militants ont prouvé qu'il n'y a pas de distinction entre ce que pensent les syndicats et leurs membres comme l'avait laissé entendre l'ancien Premier Ministre Legault.

À travers des présentations, des ateliers et des débats, les syndiqués se sont vu rappeler leur rôle historique en tant que principale force d'opposition au patronat et en tant que moteurs des changements sociaux, comme lors de la grève de l'amiante en 1949 et de la réforme du Code du travail en 1964. Le Front commun, qui remonte également à cette époque, renaît aujourd'hui dans l'alliance entre la CSN, la FTQ, la CSQ et l'APTS. Les propositions du Comité exécutif ont convergé dans ce sens, préconisant des actions visant à défendre les droits syndicaux, à renforcer les services publics et à lutter contre les privatisations.

«Faire front»

Le congrès s'est déroulé dans le cadre de la campagne «Faire front», lancée par la CSN en 2025, qui s'articule autour de six revendications principales :

1. Redistribuer la richesse, en mettant fin aux coupes budgétaires, en réinvestissant dans les services publics et en mettant en place un système d'imposition progressif ;
2. Protéger les droits des travailleurs, en abrogeant les lois liberticides, telles que la loi n° 14 et le projet de loi n° 3 ;
3. Lutter contre la privatisation du réseau de santé et des services sociaux. Mettre fin à la délivrance de nouvelles autorisations aux cliniques à but lucratif, entre autres revendications ;
4. Favoriser l'égalité des chances de la petite enfance à l'université : pour un système éducatif public, inclusif, accessible et gratuit, et pour lutter contre le système éducatif à trois vitesses, qui accentue les inégalités ;
5. Développer une économie durable et des emplois de qualité, grâce à une véritable politique industrielle et à une nouvelle vision de l'immigration, en supprimant les permis de travail fermés et en rétablissant l'équilibre entre résidents temporaires et permanents.
6. Mettre en œuvre la transition juste pour lutter contre la crise climatique.

Les objectifs de la campagne répondent incontestablement aux préoccupations des masses populaires. Ils sont cardinaux dans

la lutte que doit mener présentement la classe ouvrière pour améliorer ses conditions de vie et de travail. Les moyens pour les atteindre, en revanche, méritent d'être débattus. La campagne vise avant tout à sensibiliser les partis politiques, qui, en année électorale, évitent d'adopter des positions allant à l'encontre des masses de travailleurs. Cependant, l'inclusion de certains de ces thèmes dans le programme de gouvernement de tel ou tel parti ne constitue pas une garantie de changement.

Finances et élections

Outre la campagne «Faire front», le Congrès s'est penché sur d'importantes questions, notamment financières. On le sait, le dernier mandat a été marqué par l'intensification des luttes syndicales.

La situation sociale, économique et politique québécoise comme canadienne et mondiale porte à croire que celles-ci ne se tariront pas. En conséquence, les délégués ont voté pour que la priorité en matière de finances soit accordée au Fonds de défense professionnelle, principal outil de soutien aux syndicats en conflit.

Évidemment, s'engager dans une grève ou un lock-out sans ressources financières, c'est aller au front sans munitions. Néanmoins, on peut se questionner quant à cette approche somme toute comptable et administrative, d'autant plus que le nombre d'adhérents à la CSN a augmenté au cours des dernières années. Car mettre l'accent sur le FDP, c'est se départir de ressources si importantes à l'organisation qui, à long terme, pourraient dynamiser non seulement la lutte, mais aussi les finances du syndicat.

Un syndicat actif, dynamique, visible dans les différentes luttes populaires et syndicales, qui sait organiser sa base et la convaincre de la nécessité de la lutte et de la solidarité vaut toutes les trésoreries qui soient.

Un congrès syndical sert également à élire sa direction. Cette année, force est de constater que tous les membres ont été réélus par acclamation, à l'exception du poste de 3^e Vice-Président. La candidate sortante, Katia Lelièvre, a été mise en ballottage par Alfonso Ibarra Ramirez, Président du Conseil central de la CSN-Outaouais, avant d'être reconduite. Caroline Senneville est également reconduite à titre de Présidente.

Réévaluer la position sur la question nationale

Le Congrès a également fourni l'occasion à la centrale de se doter le mandat d'actualiser sa position sur la souveraineté. En effet,

sa position actuelle date de 1990 et, dans un contexte où cette question risque de transcender la campagne électorale, voire la vie politique du prochain gouvernement, une telle mise à jour est nécessaire.

Pourvu qu'une telle démarche s'opère de manière démocratique et stimule un débat démocratique où tous les points de vue sont sérieusement considérés, y compris ceux d'organisations démocratiques, populaires et politiques extérieures à la CSN, une telle démarche est bienvenue.

Un congrès qui manque de mordant?

Non ! Le Congrès en soi n'a pas manqué de mordant, du moins tel n'est pas la conclusion qu'il faut tirer. Oui, il aurait été préférable que des questions de politique générale, de solidarité internationale (notamment autour de Cuba et de la Palestine, mais aussi de l'impérialisme qui pousse à la guerre) soient débattues de manière plus approfondies. Or, les orientations adoptées, dans le contexte objectif et subjectif actuel, répondent à la propension des masses laborieuses à la lutte.

Il s'agit maintenant de concrétiser les résolutions à tous les échelons, dans toutes les instances, de s'organiser sérieusement afin de les réaliser y compris en faisant front avec les autres syndicats, mais aussi l'ensemble des mouvements et organisations démocratiques et populaires.

Comme le rappelait le communiste et dirigeant syndical français, Étienne Fajon, «l'unité est un combat». Nous pourrions ajouter que «l'action et l'organisation sont un combat». Il ne sert à rien d'espérer le salut du prochain gouvernement, pas plus que la vicissitude de slogans qui sonnent radicaux, mais creux.

L'heure est à l'organisation des troupes que nous avons à disposition et non de militants idéalisés. L'heure est à remplir nos assemblées syndicales, à lutter pour des fronts communs entre différents syndicats sur un même lieu de travail et ce, dans toutes les industries – après tout, sommes-nous redevables à notre syndicat ou à la classe ouvrière et aux travailleurs dans leur ensemble ? L'heure est s'assurer que nos campagnes raisonnent hors des chambres d'écho. L'heure est à l'organisation de notre colère !

Bien sûr, une telle démarche ne mènera pas au Grand Soir. Mais elle permettra de faire front sérieusement et de montrer au patronat que la classe ouvrière organisée sait se tenir. Elle permettra également de prouver aux plus rétifs parmi nous que le syndicat, le droit de grève, bref, la lutte paie.

Comme le rappelait Hobbes : «les congrès sans le glaive ne sont que des paroles» ...

CONGRÈS DE L'AFPC-Qc LA CENTRALISATION ÉTOUFFE LA MOBILISATION

Léo Boivin

Le congrès triennal de la section québécoise de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-Qc) s'est réuni à Saint-Hyacinthe du 22 au 24 mai 2026. Le sentiment qui ressort de ce congrès est le besoin urgent pour l'AFPC de reconsidérer sa structure centralisée, qui freine la mobilisation et handicape les organes locaux. L'AFPC figure parmi les centrales syndicales les plus centralisées. Selon les dispositions de ses statuts et de ses pratiques internes, l'essentiel des décisions politiques et stratégiques syndicales sont prises au niveau « national » (dans le jargon de l'AFPC, ceci correspond au niveau fédéral). Les instances et rassemblements « inférieurs » se voient confier une tâche exclusivement exécutoire et n'ont pratiquement aucune autonomie dans l'établissement de leurs mandats, revendications politiques et stratégie syndicale. Si cela peut avoir, dans certains cas, des retombées positives pour la coordination générale du mouvement, cela a, dans les faits, l'effet d'étouffer le désir de mobilisation des salariés qui seraient autrement prêts à s'impliquer, d'isoler les différentes sections locales (surtout celles dites « à charte directe », SLCD), puis de brider les sections locales dans leurs activités de revendication politique aux niveaux local, régional et provincial. L'histoire de l'AFPC-Qc enseigne que la tendance à la « régionalisation », soit une mince avancée vers une décentralisation partielle de l'AFPC, est en soi plutôt récente. Ce mouvement est né d'une exaspération devant l'incapacité des structures centrales de répondre aux besoins des sections locales et de son effet négatif sur la mobilisation sur



Il est crucial de dynamiser les débats locaux au sein des régions, des sections locales et des SLCD, avec des questions politiques et ne pas toujours les réacheminer aux « paliers supérieurs ».

le terrain. Ce qui avait été obtenu à l'époque et qui s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui est essentiellement une autonomie *opérationnelle* limitée (les entrées d'argent de l'AFPC-Qc sont assujetties en écrasante majorité aux décisions de l'AFPC-National; les priorités générales et les orientations politiques sont établies par l'AFPC-National). Cependant, il en émane encore comme sentiment général que cette décentralisation ne soit pas encore suffisamment complète. À cet égard, il est particulièrement pertinent de souligner que la grande majorité des personnes candidates au poste de vice-président exécutif régional (VPER, le plus haut poste de direction de l'AFPC-Qc), y compris le VPER réélu Sébastien Paquette, ont nommé le problème de la « centralisation » comme une embûche empêchant le syndicat de progresser dans les luttes qu'il doit mener contre les attaques multiples de l'employeur

pour la majorité des syndiqués (en l'occurrence, le gouvernement du Canada). Il apparaît certain que l'AFPC doit revoir ses structures internes et leurs relations entre elles si elle veut rester apte à répondre aux attaques d'un gouvernement libéral qui s'annonce de plus en plus ouvertement à la solde des demandes du capital. Si la réunion centralisée de ressources et de décisions au niveau « national » est justifiée pour coordonner des actions d'envergure, il faut savoir faire confiance à la base, qui saura mettre en œuvre selon le contexte local ces directives et également innover tel que requis. Il faut également savoir libérer l'organisation régionale afin de permettre aux sections locales à charte directe (SLCD) ayant un employeur différent de celui du gouvernement du Canada (par exemple, les universités ou les entreprises de juridiction fédérale) de gagner en autonomie. La question en est une de proportion. Il est crucial de dynamiser les débats locaux au sein des régions, des sections locales et des SLCD, avec des questions politiques et de ne pas toujours les réacheminer aux « paliers supérieurs ». Si l'on prive les instances régionales et locales de la possibilité de discuter et de débattre de l'aspect politique de la lutte syndicale, cette dernière sera condamnée à rester un terreau stérile où les seules questions traitées en sections locales auront trait aux relations de travail, et les seules questions traitées en congrès régionaux seront celles de gouvernance. Sans permettre à ce que soit fait l'essentiel lien entre la *politique* et les questions *syndicales*, et ce à tous les échelons, il n'y a que peu d'espoir de mobiliser la base afin d'obtenir un changement fondamental.



LE CHIFFRE : 47 336

C'est le nombre de demandes de révision provenant des employeurs à la Direction de la révision administrative de la CNESST en 2024. Il s'agit de 67 % de l'ensemble des demandes de révision, ce qui dénote une tendance lourde inquiétante : celle de la judiciarisation. Depuis que les patrons se dotent de mutuelles, ils tendent à s'engager systématiquement dans un bras de fer judiciaire fortement défavorable aux travailleurs à telle enseigne que le nombre de lésions acceptées par le CNESST entre 2022 et 2024 diminue de 34 %. Pourtant, le patronat se plaint de l'augmentation des cotisations en matière de santé et sécurité...

DERRIÈRE LES PROFITS DE MÉTRO : « SCABS », INFLATION ET MÉPRIS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Maxime Bérubé

C'est un combat de longue haleine que mènent les syndiqués des épiceries Métro du Richelieu. Sans convention collective depuis le 19 septembre 2025, les ouvriers du STTEUMR (CSN) luttent pour une augmentation de leur salaire, qui traîne largement depuis l'explosion des prix à la suite de la crise de COVID-19. Ils désirent aussi une assurance que les travailleurs de bureaux auront un emploi à long terme. « On estime que nous avons perdu un pouvoir d'achat de 12 % par rapport à la dernière convention collective de 2020-2021 », nous indique le président du syndicat Matthieu Fontaine. Mais les négociations sont difficiles. En plus de proposer des ententes qui ne satisfont

pas les demandes du cahier voté à l'unanimité, une investigation a révélé que Métro recourt à des « scabs » à l'entrepôt Mérite 1 de Rivière-des-Prairies et une autre est en cours pour les bureaux administratifs de la compagnie. Par ailleurs, la dernière entente proposée par les grands patrons a été rejetée par 95 % des membres, qui sont très actifs dans le conflit : « la majorité des travailleurs participent aux actions, qu'il s'agisse de maintenir le piquetage ou des activités qu'on fait au quotidien comme des petites manifestations en magasin. On est un syndicat de 550 travailleurs et plus de 450 d'entre eux participent à tout », continue Mr. Fontaine. Quant à la population, il est « Metroonfiant d'avoir son appui. Le coût de l'épicerie, qui frappe aussi la clientèle, et les profits records

de la compagnie démontrent qu'elle peut largement satisfaire les demandes des ouvriers. Il pointe aussi aux problèmes d'approvisionnement, le manque d'options et la mauvaise qualité des produits dans les magasins régionaux. Pour rappel, le groupe Metro a engrangé 246,6 millions de dollars en profits nets lors du trimestre conclu le 14 mars dernier, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2025. En chiffres absolus, elle se somme à 27 millions de dollars et ce, en seulement douze semaines. Pourtant, elle ne correspond en rien à une hausse de la consommation. Au contraire, les clients achètent moins, mais paient plus cher. C'est là la preuve du parasitisme éhonté de ce monopole de la grande distribution qui n'a d'autre objectif que d'accumuler les profits tant sur le dos de ses employés que sur celui de ses clients.



1^{ER} MAI 2026 : UN BILAN MITIGÉ

Stéphane Doucet

Nous n'étions pas les seuls à nous réjouir de voir l'appel national à la manifestation du 1^{er} mai 2026 : dans un contexte de répression anti-syndicale et anti-ouvrière si intense, la réponse méritait d'être unitaire et massive. Les projets de loi du Ministre Boulet restreignant encore plus le droit de grève (PL89 devenu Loi 14), l'abolition des décrets de conventions collectives (PL27, mort au feuillet) et la fameuse loi concernant les cotisations syndicales facultatives qui visait à affaiblir l'action politique syndicale (PL3 adopté en avril 2026), ne sont que quelques exemples d'une année d'attaques frontales et pernicieuses contre le mouvement syndical. Nous aurions pu penser qu'on aurait droit à une manifestation intersyndicale unitaire forte qui ressemblerait à celle de novembre dernier où autour de 50 000 personnes défilèrent dans les rues de la métropole. Finalement, misère : il y avait peut-être 5 000 manifestants, alors que la police évaluait la foule à seulement 3 000. Pour référence, il y aurait environ 1,6 million de travailleurs syndiqués au Québec. Il faut bien sûr noter le changement dans le ton du mouvement syndical entre novembre et mai, certainement en grande partie suite à la démission de Legault. Malgré cela, ce n'était que deux semaines avant l'élection de Christine Fréchette comme cheffe de la CAQ que passait le PL3 sur les cotisations facultatives—d'ailleurs, elle ne s'y est pas opposée et n'a rien abrogé de ce qui a été adopté lors de la législature caquiste... Il n'y a pas de « chance au coureur » dans le cas de la dauphine de Legault ! Ceci dit, après la manifestation nationale du 29 novembre, la coalition qui l'avait organisée a pris les devants et a décidé d'organiser une manifestation nationale pour le 1^{er} mai. Puisque cette dernière n'est pas une journée fériée, on décide de l'organiser le lendemain, un samedi. Le résultat final devient de plus en plus visible à mesure qu'on s'approche de la date : la mobilisation syndicale est famélique, très peu de militants des régions se sont déplacés et un nombre assez restreint de manifestants ont battu le pavé le 2 mai. En matière de bilan, que peut-on dire ? Premièrement, les centrales se positionnent très clairement dans une posture de *lobby*, donc de dialogue social. Quand on dialogue, on peut difficilement être aussi dans la confrontation et le combat. C'est l'un ou l'autre. Deuxièmement, la frange plus contestataire, plus combative, plus mobilisée du mouvement, peine à tailler sa place, à s'organiser à un niveau supérieur qui permettrait de montrer sa force dans une manifestation pourtant ultime comme celle du 1^{er} mai. Au lieu de cela, elle est dispersée et tiraillée entre diverses initiatives d'intérêt variable et l'énergie est dissipée au lieu d'être concentrée. Donc, on voit des dizaines d'actions du 1^{er} mai, et une manifestation qui, franchement ne fait trembler personne dans les hautes sphères. Et il y a pire ! Au chapitre du gauchisme, certains nervis esthètes des réseaux sociaux et du *buzz* ont cru bon de simuler une décapitation d'un pantin à l'effigie du ministre du Travail. Déjà, ils ont une révolution de retard : les guillotines sont à la révolution bourgeoise ce que la démocratie sera à la révolution socialiste, car en s'émancipant, la classe ouvrière abolit toutes les classes et par conséquent, la violence qui lui est propre. D'autre part, une telle personnalisation de la lutte ne sert en rien la classe ouvrière, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une saynète de mauvais gout préparée pour provoquer plutôt que pour organiser. Conclusion : tout est affaire de rapport de forces Ces constats sont liés : sans une base combative, et surtout organisée, le mouvement syndical continuera d'être dirigé par des administrateurs qui favorisent le dialogue plutôt que le combat. En ce moment de reconstruction du mouvement syndical (si on veut éviter le déclin !), il faut prioriser l'unité et l'expansion du bassin militant. Au lieu de disperser l'énergie dans des dizaines d'initiatives cloisonnées, de radicaliser des micro-pôles syndicaux, il faut bâtir des ponts, fédérer, unir, élargir, concentrer et pousser vers l'action commune. Alors que nous entrons à pleine vitesse dans l'économie de guerre, que nous assistons à des attaques frontales et historiques contre le mouvement syndical, que le déclin du niveau de vie et les crises multiples nous frappent de plein fouet, on ne peut persister dans cette impasse qui donne des résultats comme une manifestation du 1^{er} mai nationale et intersyndicale avec moins de 0,1 % des travailleurs syndiqués québécois dans la rue. C'est inacceptable mais pas inévitable. Pour un mouvement syndical uni et combatif !

L'ÉCONOMIE DE GUERRE DE CARNEY NE RÉSOUDRA PAS LE PROBLÈME DU CHÔMAGE DE MASSE, ELLE NE FERA QUE L'AGGRAVER

Clément Liu

Depuis la fin de l'année 2024, le nombre de chômeurs au Canada oscille autour de 1,5 million. La dernière fois que le Canada a connu un nombre aussi élevé, c'était lors de la récession de 2008. Le taux de chômage s'élève aujourd'hui à 6,6 %, alors qu'il avait atteint 8,7 % en 2008.

Au-delà des pourcentages, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi au Canada est élevé et ces chiffres affichent une tendance à la hausse depuis 2023. Un rapport de la Banque du Canada datant d'octobre 2024 attribue la hausse du chômage à un ralentissement économique intervenu après une période de croissance (reprise économique post-COVID). Quelques mois après la publication de ce rapport, les nouveaux droits de douane états-uniens sont entrés en vigueur et les industries canadiennes ont commencé à licencier des centaines de milliers de travailleurs.

Le Premier ministre de l'époque, Justin Trudeau, a tenté de remédier à la hausse du chômage en s'en prenant injustement aux travailleurs étrangers temporaires et aux immigrants ; aujourd'hui, le Premier ministre Mark Carney renforce ces politiques. Selon un article de la CBC publié en mai, 55 % de l'ensemble des expulsions au Canada ont eu lieu au Québec au cours des quatre premiers mois de 2026. Des familles sont séparées, tout comme aux États-Unis, dans le but de « freiner » la crise du capitalisme.

S'adressant à l'*Economic Club of New York* le 28 mai, M. Carney s'est réjoui de l'introduction d'« une super-déduction pour la productivité offrant au Canada le taux d'imposition le plus compétitif du G7 pour les nouveaux investissements – la moitié de la moyenne du G7, et quatre points de pourcentage en dessous de celui des États-Unis ». Des données récentes de Statistiques Canada indiquent que les bénéfices des entreprises avant impôts ont grimpé en flèche, passant de 340 milliards de dollars au premier trimestre 2025 à 401 milliards de dollars au premier trimestre 2026.

Sans surprise, ces bénéfices records n'ont pas contribué à réduire le nombre de Canadiens au chômage.

Stephen Fuhr, secrétaire d'État chargé des achats de défense au sein du gouvernement Carney, a été interviewé dans un épisode récent du podcast *The House* de la CBC. Répondant à une question sur le soutien de l'opinion publique à l'objectif de consacrer 5 % du PIB aux dépenses militaires d'ici 2035 (soit environ 150 milliards de dollars), conformément aux directives de l'OTAN, et sur la volonté claire du gouvernement de maintenir ce soutien en réduisant le chômage, M. Fuhr a déclaré : « Si nous mettons ces dépenses importantes au service de la relance de l'économie canadienne, [...] les gens pourront se dire : "Tiens, mon père travaillait autrefois dans une usine automobile du sud de l'Ontario et maintenant, il participe à la construction de véhicules blindés, d'avions ou de navires." »

Il a également déclaré qu'il serait difficile de maintenir le soutien de la population à l'augmentation des dépenses militaires « si cela se résume à des avions sur le tarmac, des navires dans le port, des chars sur le terrain », faisant allusion à la nécessité de s'impliquer dans de futurs conflits militaires.

C'est également cette augmentation des dépenses militaires qui a entraîné le licenciement de dizaines de milliers d'employés du secteur public.

Le Parti communiste du Canada a souvent cité des études sur les politiques de création d'emplois pour dénoncer cette stratégie trompeuse. Chaque million de dollars dépensé dans le domaine militaire ne crée que 5 emplois, alors que le même investissement dans les soins de santé en créerait 9, voire 13 dans l'éducation. Il est tout à fait clair où nous devrions investir, compte tenu de l'état des hôpitaux, des écoles et de leurs services, des routes et de bien d'autres domaines.

Ce nombre historiquement élevé de chômeurs est exactement ce dont Carney a besoin. Son « plan pour tenir tête à Donald Trump et bâtir un Canada plus fort » consiste essentiellement à militariser le pays et, pour ce faire, il doit restructurer l'économie. Ne fermons pas les yeux sur le fait que c'est Donald Trump lui-même qui a exigé des alliés de l'OTAN qu'ils augmentent leurs dépenses militaires à 5 % du PIB.

Le Canada devrait consacrer au moins 150 milliards de dollars par an aux dépenses militaires d'ici 2035, dans le cadre de cet engagement pris auprès de l'OTAN. Le gouvernement prétendra avoir créé des centaines de milliers d'emplois.

Mais ces dépenses ne profiteront qu'à la classe capitaliste au pouvoir, et ce au détriment de la classe ouvrière, qui continuera de faire face à un taux de chômage global plus élevé, en plus de subir des coupes radicales et durables dans les programmes sociaux.

NI TRUMP, NI DUMPING : L'IMPÉRIALISME ET LE LIBRE-ÉCHANGE SONT À BLÂMER POUR MEUBLES SOUTH SHORE !

Léo Boivin

Nous écrivions tout récemment dans *Clarté* que l'industrie du bois subit une énorme « concentration du capital [...] qui fonce à toute vitesse vers une crise ». Et en avril 2026, une énième fermeture d'usines de transformation à valeur ajoutée de ce secteur annonce sa fermeture : les 90 employés syndiqués des usines de Meubles South Shore à Coaticook et Sainte-Croix perdent leur emploi.

Pour les régions, déjà affaiblies par des années de perte de dynamisme économique, ces fermetures sont de mauvais augure. Le groupe manufacturier auquel appartiennent les usines en question possède également des centres d'activités à Lévis.

Les grands médias brandissent le spectre des tarifs trumpiens et du « dumping » en provenance d'Asie. Or, tous deux sont des symptômes du même mal qui se sont aggravés depuis janvier 2025. Ce mal est l'impérialisme états-unien et le libre-échange qui sert ses intérêts. La raison pour laquelle les tarifs trumpiens font si mal à l'économie canadienne et québécoise, c'est parce que cette dernière s'est si fortement intégrée à celle des États-Unis. Quand les entreprises n'ont pas comme actionnaires principaux des monopoles états-uniens et qu'elles ne sont pas négociées en bourse (par exemple, Domtar et ses sociétés-mères), elles ont souvent comme client quasi-unique les marchés du sud de la frontière. Cette intégration (subordination) économique n'est pas le fruit du hasard ou de la simple proximité : c'est le fruit d'un effort concerté de rendre entièrement perméables les frontières économiques de manière à avantager les grands actionnaires et le Capital.

On parle de « dumping » asiatique dans un contexte où l'hégémonie états-unienne sur les marchés mondiaux connaît un



Cependant, il y a lieu de se demander comment il s'avère qu'un pays aussi riche en ressources forestières soit si faible par rapport à la concurrence asiatique du secteur forestier !

déclin relatif. Cependant, il y a lieu de se demander comment il s'avère qu'un pays aussi riche en ressources forestières soit si faible par rapport à la concurrence asiatique du secteur forestier !

Tout est à notre disposition pour produire les meubles dont notre population et notre économie ont besoin : de vastes forêts, des masses laborieuses qualifiées qui ne demandent qu'à avoir un emploi pour maintenir leur milieu et qualité de vie, et des régions qui perdent leur souffle et cherchent tous les moyens de se redynamiser. En seulement 20 ans, 56 % des usines de transformation primaire du bois ont fermé. Depuis l'apogée de l'industrie forestière au Québec dans les années 1970, le nombre de fermetures est incalculable.

Ce n'est pas la faute des Asiatiques, mais de la vision à court terme du capital monopoliste québécois et canadien qui tient à intégrer ce secteur de l'économie comme vassal des États-Unis.

Tout est à portée de main pour reconstruire l'économie de nos régions en particulier et du Québec et du Canada en général. Il est essentiel de reconstruire le secteur de la transformation à valeur ajoutée. Mais contrairement aux chantages du libre-échange qui ne cessent de réclamer des subventions au secteur privé, il faut absolument changer de tactique.

L'expérience et la théorie enseignent que les subventions au secteur privé et

les différents stratagèmes apparentés (tels que les PPP) ne fonctionnent tout simplement pas et ne sont en réalité que des transferts massifs de richesse depuis les ressources de l'État (qui sont la plus-value socialisée à travers les impôts) vers les comptes en banque du Capital.

De plus, l'histoire nous enseigne que l'économie de marché mène inévitablement vers une concentration de l'activité économique autour des grands centres et un asservissement envers les grands blocs économiques.

Pour redynamiser l'économie et faire face à l'impérialisme états-unien qui voudrait voir notre économie et notre politique toujours plus asservies envers ses desseins, il faut approcher la question sur une base de lutte des classes et mettre en place un programme de réindustrialisation sous contrôle public et démocratique.

Ainsi seulement la transformation industrielle pourra-t-elle répondre aux besoins des gens et non du profit, et ainsi seulement les gains et la victoire pourront-ils être collectifs. Et de surcroît, ce n'est qu'en affranchissant l'industrie du contrôle des monopoles que l'on pourra réellement affranchir notre économie et, à terme, notre politique du contrôle des États-Unis.

À défaut d'une telle approche en rupture avec cette inféodation aux États-Unis, Meubles South Shore n'est qu'un prélude à d'autres variations sur un même thème...

LE SIMULACRE DE CONSTITUTION DU QUÉBEC MEURT AU FEUILLETON

Comité exécutif national, PCQ

Le Parti communiste du Québec accueille la mort au feuilleton du projet de Loi 1 (simulacre de Constitution québécoise) et salue les voix qui s'y sont opposées, forçant la CAQ à rétropédaler.

Depuis le début, nous avons dénoncé tant la démarche que le contenu de ce projet servant exclusivement le nationalisme étroit et réactionnaire porté par la CAQ pour diviser la classe ouvrière et les masses populaires dans un contexte d'attaques patronales sans précédent. Ses dispositions, opposées frontalement à la Charte de Droits et Libertés du Québec, auraient constitué une série d'attaques envers nos droits démocratiques sans précédent. En ce sens, son abandon représente un soulagement, tout comme l'avait été celui de la Charte des dites « valeurs québécoises » défendue par le Parti québécois.

Sur la forme, nous nous sommes toujours opposés à ce qu'une Constitution

puisse être imposée par simple vote à l'Assemblée nationale et assimilée à un simple projet de loi. De deux choses émanent l'une : soit il s'agit d'une manœuvre populiste, soit il s'agit de court-circuiter le processus d'Assemblée constituante de sorte que le texte ne corresponde pas à la volonté populaire. Dans les deux cas, il s'agit d'un vil simulacre.

Pour autant, le rejet de ce projet de loi ne doit en aucun cas signifier la fin de la lutte et encore moins l'abandon de l'idée d'une véritable Constitution pour le Québec. Certes, nous nous opposons à cette idée de Constitution « provincialiste » qui impose son nationalisme sans pour autant garantir le droit à l'autodétermination jusqu'à et y compris à la sécession du Québec.

Ainsi, nous appelons les forces qui se sont opposées à ce simulacre à poursuivre la lutte, car nous ne pouvons laisser le gouvernement CAQ souiller l'idée d'une Constitution pour le Québec. Nous ne pouvons non

plus laisser les forces nationalistes la réduire à celle de séparation.

Communistes, nous luttons depuis plus de 60 ans pour une Constitution québécoise, l'une qui garantisse son droit à l'autodétermination y compris à la séparation, dans l'optique de forcer une nouvelle Constitution canadienne, celle-ci qui entérinerait un nouveau partenariat égal et volontaire des nations qui composent ce pays.

Dans un contexte où Trump considère littéralement le Canada comme son 51^e État et où Carney, au-delà des discours, agit pratiquement de la sorte, il est plus que jamais urgent pour les forces de progrès et démocrates québécoises de se saisir de cette lutte fondamentale non pas pour stimuler un repli sur soi, mais au contraire, pour garantir à la fois nos droits démocratiques, nationaux et défendre l'indépendance d'un Canada souverain et populaire dans un monde où priment le bellicisme et l'impérialisme.



LE CHIFFRE : 100 000

Au premier juillet, il y aurait 100 000 logements vacants au Québec. À Montréal seulement, celui-ci se situerait à 25 000. Pendant ce temps, des milliers de ménages sont pris en tenailles et seraient en situation précaire après terminaison de leur bail. C'est là la preuve qu'il n'y a pas pénurie de logement, mais plutôt que la spéculation immobilière est à l'origine de cette crise devenue humanitaire.

REJETONS LA PROLONGATION DE L'ACCORD CANADA-ÉTATS-UNIS-MEXIQUE (ACEUM)! RETIRONS-NOUS DE CET ACCORD MAINTENANT!

RENFORÇONS LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DU CANADA ET CRÉONS DES EMPLOIS À VALEUR AJOUTÉE GRÂCE AU CONTRÔLE PUBLIC DES SECTEURS DE L'AUTOMOBILE ET DE L'ACIER, EN RELANÇANT L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET EN PROCÉDANT À LA CONSTRUCTION MASSIVE DE LOGEMENTS SOCIAUX ET PUBLICS AINSI QUE D'INFRASTRUCTURES PUBLIQUES À TRAVERS LE CANADA!

Note de la rédaction : cette déclaration a été préparée et publiée avant l'annonce du refus de l'administration Trump de s'engager à réévaluer l'accord et à le prolonger pour les 16 prochaines années. Il n'en demeure pas moins que la réévaluation annuelle de l'ACEUM imposée par Washington ne change en rien le problème de fond. Au contraire, elle illustre à quel point cet accord n'a jamais eu d'autre objectif que l'intégration économique continentale au profit exclusif des monopoles avec les États-Unis à la baguette.

Comité exécutif central, Parti communiste du Canada

Alors que la date limite du 1^{er} juillet pour l'examen obligatoire de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) approche, les travailleurs du Canada sont confrontés à un choix difficile. Le gouvernement Carney, après une campagne hypocrite d'un discours grandiloquent à Davos sur la résistance des puissances moyennes, s'est maintenant rendu à New York pour déclarer qu'un « Canada fort » aidera à « *Make America Great Again* ».

Cette déclaration, combinée au fait que Carney a récemment souligné que la guerre illégale des États-Unis contre l'Iran en « [vaut] la peine » et à son silence assourdissant devant l'étranglement de Cuba par les États-Unis, font partie des tentatives répétées du gouvernement Carney de capituler devant l'administration Trump.

Le Canada et le Mexique ont officiellement demandé une prolongation de 16 ans de l'ACEUM. Cela signifierait 16 années supplémentaires de dépendance accrue au diktat des monopoles états-uniens. L'administration Trump a refusé de s'engager, exigeant des concessions écrasantes qui saperaient encore davantage la souveraineté canadienne.

Les États-Unis veulent éliminer la gestion de l'offre et détruire les moyens de subsistance des agriculteurs canadiens. Ils veulent supprimer les protections culturelles, incluant celles relatives au contenu en langue française, et éliminer les taxes et les règlements déjà insuffisants auxquels sont soumis les monopoles technologiques états-uniens. Ils veulent abolir les politiques en matière d'approvisionnement qui créent des emplois locaux décents et forcer le Canada à accélérer la privatisation des soins de santé publics, ouvrant ainsi la porte aux gigantesques monopoles des services médicaux et des assurances rapaces. Ils cherchent à éliminer des emplois dans le secteur forestier. Ils exigent que le Canada continue de suivre aveuglément Washington alors que celui-ci intensifie sa guerre économique contre la Chine, ce qui risque bel et bien d'entraîner le Canada dans une guerre ouverte.

Cette pression en faveur d'une prolongation n'est pas simplement le résultat de pressions états-uniennes. Le capital monopoliste canadien est tout aussi impatient de conclure une entente. Le récent voyage de Mark Carney à New York était l'expression cohérente des intérêts de la classe dirigeante canadienne. Les monopoles canadiens et étatsuniens partagent une vision commune : faire baisser les salaires, sabrer les réglementations environnementales, saper la surveillance démocratique et maximiser les profits à tout prix. Pour les milliardaires canadiens et leurs partenaires transnationaux, l'accès au marché états-unien vaut largement la peine de sacrifier les soins de santé publics, les moyens de subsistance des travailleurs et même l'indépendance du Canada.

Parallèlement à ces négociations commerciales, le gouvernement Carney mène discrètement une offensive contre les droits des travailleurs au pays. Au moyen d'un processus de consultation précipité, sur invitation seulement, qui est passé inaperçu aux yeux du public, Ottawa revoit l'ensemble du Code du travail du Canada en vue d'apporter des changements radicaux qui, selon les syndicats, constituent une atteinte fondamentale

au droit de grève. Le plan du gouvernement Carney consiste à affaiblir la négociation collective, à restreindre le recours à la grève et à « américaniser » le droit du travail canadien au profit des grandes entreprises et des ultra-riches, tout en prétendant défendre les travailleurs canadiens contre Trump.

Entre-temps, les droits de douane états-uniens causent déjà des ravages dévastateurs. Le droit de douane de 25 % imposé aux véhicules assemblés au Canada a entraîné une perte estimée à 6 500 emplois directs dans le secteur de l'automobile, dont 3 000 chez Stellantis. GM a fermé son usine d'assemblage CAMI à Ingersoll, mettant à pied 1 144 employés. GM a supprimé 700 autres emplois à Oshawa, sans compter les pertes d'emplois chez les fournisseurs. Chez Algoma Steel, 1 000 travailleurs ont perdu leur emploi malgré des prêts conjoints fédéraux-provinciaux de 500 millions de dollars. Les mises à pied ont déjà commencé, et bien d'autres sont à venir.

Au cours du dernier quart de siècle, la classe ouvrière a été contrainte de financer les monopoles qui, par la suite, ont supprimé des emplois et exporté la production. Dans le secteur de l'automobile, cela représente jusqu'à 79 milliards de dollars en aide aux entreprises. Sur cette somme, 57 milliards de dollars ont été consacrés à des incitatifs fiscaux et à des subventions à la production pour le secteur des véhicules électriques jusqu'en 2033, tandis que 22 milliards de dollars supplémentaires ont été injectés dans des plans de sauvetage d'urgence, dont près de 14 milliards de dollars versés aux « Trois Grands » de Détroit lors de la crise financière de 2008.

Il s'agit là de fonds publics qui auraient pu servir à bâtir une industrie automobile stable, de propriété publique et contrôlée démocratiquement, offrant des emplois syndiqués bien rémunérés. Au lieu de cela, nous nous retrouvons avec des usines fermées et des mises à pied massives.

La stratégie du gouvernement Carney consiste à redoubler d'efforts dans les politiques dévastatrices qui nous ont menés là où nous en sommes. Placer ses espoirs dans la révision de l'ACEUM, c'est courir à une nouvelle catastrophe. Cet accord, tout comme l'ALENA avant lui, n'a jamais eu pour objectif le commerce équitable ; il s'agit d'une constitution des grandes entreprises conçue pour renforcer les monopoles, liquer les travailleurs les uns contre les autres par-delà les frontières et démanteler systématiquement la souveraineté et l'indépendance du Canada.

Avec le gouvernement états-unien actuel, ce processus s'accélère de façon spectaculaire. Une intégration plus profonde signifie des attaques accrues contre les droits démocratiques et une complicité dans l'escalade des actes d'agression et des guerres à travers le monde.

L'ACEUM s'est déjà révélé néfaste pour les travailleurs. Lors de sa signature en 2018, le taux de chômage officiel s'élevait à 6 %. Après une brève baisse liée à la pandémie, à 4,8 % en juillet 2022, le chômage a depuis dépassé son niveau d'avant l'ACEUM, atteignant 7 % en novembre 2024. Parallèlement, le taux d'emploi est passé de 62,5 % en 2018 à moins de 61 % à la fin de 2023, une baisse équivalant à environ 380 000 travailleurs supplémentaires sans emploi.

Si l'ACEUM avait véritablement été conçu pour « stabiliser et développer l'économie et l'emploi », comme l'affirment ses partisans, on s'attendrait à l'inverse : plus d'emplois, et non moins. Au lieu de cela, même avant les droits de douane imposés par Trump, les données montrent qu'il s'agit d'un accord qui a profité aux grandes entreprises tout en laissant les travailleurs pour compte.

Au lieu de devoir choisir entre, d'une part, des droits de douane réactionnaires et des pertes d'emplois massives, et, d'autre part, la soumission à un libre-échange continental au profit des grandes entreprises et autant de pertes d'emplois massives, nous devons lutter pour la souveraineté canadienne, pour la paix, et pour une économie qui place les secteurs de l'acier et de l'automobile sous propriété publique et contrôle démocratique, qui relance l'industrie manufacturière en créant des dizaines de milliers d'emplois bien rémunérés, permanents et à valeur ajoutée. Nous avons besoin d'un commerce multilatéral et mutuellement avantageux.

Pour le Parti communiste, un véritable « commerce mutuellement avantageux » signifie un commerce qui sert les travailleurs, et non des conseils d'administration qui se permettent de juger les politiques gouvernementales. Il doit être fondé sur le plein emploi, la sécurité environnementale, le respect des droits des Autochtones et une planification démocratique — les entreprises ne devant en aucun cas dicter leurs conditions.

Heureusement, nous avons déjà été témoins par le passé de luttes impressionnantes et puissantes contre le libre-échange au service des entreprises. À la fin des années 1980, un vaste mouvement populaire, réunissant les travailleurs, les agriculteurs, les groupes de femmes, les défenseurs de l'environnement, les églises, les intellectuels et les peuples autochtones, s'est levé pour lutter contre l'Accord de libre-échange initial de Mulroney et l'ALENA. Nous avons perdu cette bataille, mais la lutte a prouvé le potentiel d'une riposte unifiée contre le plan des grandes entreprises. Aujourd'hui, devant une nouvelle vague d'attaques dans le cadre de l'ACEUM, nous devons reconstruire ce mouvement, non pas pour sauver un mauvais accord, mais pour le rejeter entièrement et bâtir un Canada véritablement indépendant fondé sur la propriété publique, les droits des travailleurs et une souveraineté authentique.

Le Parti communiste du Canada exige :

- **Nationaliser les industries automobile et sidérurgique**
La propriété publique signifie que ce sont les gouvernements élus, et non un conseil d'administration privé situé dans un autre pays, qui contrôlent les profits et orientent l'industrie pour répondre aux besoins des travailleuses et travailleurs de tout le Canada.
- **Construire une voiture canadienne et développer le transport en commun**
Un secteur automobile public devrait produire une voiture électrique canadienne abordable et accroître rapidement la capacité de fabrication pour le transport en commun municipal et interurbain, ainsi que pour les véhicules industriels légers.
- **Adopter une loi contraignante sur les fermetures d'usines**
Adopter immédiatement une loi obligeant les entreprises à justifier toute fermeture ou tout licenciement collectif devant un tribunal public ayant le pouvoir d'interdire les fermetures et d'imposer des sanctions sévères.
- **Élargir l'assurance-emploi dès maintenant**
Augmenter les prestations d'assurance-emploi à 90 % du salaire antérieur pendant toute la durée du chômage, et couvrir tous les chômeurs, afin de protéger tous les travailleurs contre la crise économique capitaliste qui s'aggrave.
- **Se retirer de l'ACEUM**
Mettre fin aux accords de « libre-échange » qui sacrifient nos emplois et notre souveraineté. Privilégier un commerce multilatéral et mutuellement avantageux avec le reste du monde. Rejeter l'économie de guerre de Carney qui alimente les guerres des États-Unis et de l'OTAN, et adopter une politique étrangère indépendante axée sur la paix et le désarmement, en réaffectant les milliards gaspillés dans la militarisation à des besoins sociaux tels que la santé, le logement et l'éducation.

Partout au Canada, la population a injecté des milliards de fonds publics dans ces industries au fil des décennies. Nous devrions désormais en être propriétaires et socialiser leurs profits, et pas seulement leurs pertes. Finis les renforcements et le libre-échange. Nous avons besoin d'échanges multilatéraux mutuellement avantageux avec le reste du monde, ainsi que de la propriété publique des secteurs économiques clés pour renforcer notre souveraineté et créer des emplois.

LE SOMMET DE LA TERREUR : L'OTAN MILITARISE ANKARA ET DÉVOILE LE VRAI VISAGE DE L'IMPÉRIALISME

Mehmet Yayla

À l'approche du sommet de l'OTAN, Ankara, la capitale turque, devient le théâtre d'une répression accrue caractérisée par un état de siège de facto. Des fouilles arbitraires et la mise en place d'une "loi martiale" au palais de justice où l'interdiction de donner de l'eau aux détenus et l'expulsion violente des avocats par les forces de l'ordre visent à criminaliser la contestation anti-impérialiste au mépris des droits de la défense).

Une vague d'arrestations a conduit à l'incarcération de 178 personnes visant à étouffer toute contestation syndicale et politique. Outre les syndicalistes et des militants de gauche, des intellectuels comme la professeure Emel Memiş, le rédacteur en chef du journal LGBTQ+ *Kaos-GL* Yıldız Tar, le représentant de la *Fondation Turque de Lutte contre l'Érosion, de Reboisement et de Protection des Habitats Naturels* Nevzat Özer et les avocat-e-s de l'Association des juristes progressistes Semra Demir et Kürşat Bafrı sont parmi celles et ceux jeté-e-s en prison sous des prétextes fallacieux. Parmi eux, on note également celle du Secrétaire général de la SKOJ (jeunesse communiste de Serbie), Miloš Karavezić.

Pour éviter tout événement et toute manifestation qui pourraient déplaire à ses alliés impérialistes, l'État turc utilise l'appareil judiciaire comme outil de guerre des classes. Il vise à neutraliser toute opposition interne capable de contester la présence de l'OTAN sur son sol. D'ailleurs, les forces policières poussent le ridicule à implorer les familles des étudiants qui seraient tentés de protester contre la tenue de cette grand-messe de la guerre impérialiste en déclarant que «les autres actions peuvent être tolérées, mais les manifestations contre l'OTAN ne le seront pas. Il faut garder les jeunes chez eux, ne pas les laisser dehors [...]» C'est là la preuve du caractère particulièrement subversif et dangereux de la lutte anti-impérialiste...

En parallèle, le pouvoir subordonne la santé publique aux intérêts de l'Alliance. Le ministère de la Santé a ordonné d'isoler des soins VIP pour les délégués de l'OTAN, créant une ségrégation sanitaire flagrante où l'infrastructure d'État est accaparée par l'élite de la classe dirigeante, reléguant la population au second plan.

Tenir le sommet de l'OTAN en Turquie n'est pas anodin. Le néo-ottomanisme d'Erdogan peut être perçu, dans sa forme de surface et à travers les discours du Pacha nostalgique de la Porte dorée, comme antagoniste à l'impérialisme occidental. Pourtant, les liens qui l'unissent aux États-Unis, à Israël et ce, malgré un projet nationaliste qui puisse grincer avec leurs intérêts immédiats, il reste que la Turquie demeure un cheval de Troie pour faire pénétrer les intérêts occidentaux au Moyen-Orient comme en Asie centrale, d'où la tenue du sommet du cartel atlantique à Ankara.

L'impérialisme a besoin d'États forts et autoritaires pour garantir l'exploitation des travailleurs sans contestation et la Turquie remplit ce rôle de gardien du flanc oriental de l'Empire. La militarisation d'Ankara expose également la crise de légitimité que traversent les institutions capitalistes mondiales. Devant la baisse du niveau de vie et l'inflation galopante en Turquie, l'État ne peut plus maintenir l'ordre social par le consensus. Il doit utiliser la force brute.

C'est le cœur même de la critique de l'État : lorsque les illusions démocratiques ne suffisent plus à masquer l'exploitation, la classe dominante retire son masque et utilise la violence policière. L'OTAN agit ici comme un accélérateur de cette dérive autoritaire globale, forçant les États membres à durcir leur appareil législatif et répressif, allant jusqu'à pousser leurs budgets militaires à 5 % du PIB, ce qui représente des profits colossaux pour le complexe militaro-industriel... Un projet qui unit toutes les fractions de la bourgeoisie !

La situation en Turquie à l'aube de ce sommet de juillet 2026 rappelle l'urgence de l'internationalisme. La lutte des socialistes et des progressistes turcs contre la tyrannie d'Ankara est exactement la même que celle menée par les travailleurs au Canada ou en Europe contre les budgets militaires gonflés au détriment des services publics. Comme on le répète toujours, combattre l'impérialisme exige une solidarité internationale sans faille. Briser les chaînes de l'OTAN et de l'autoritarisme ne se fera pas par des réformes, mais par l'action unie de la classe ouvrière mondiale contre le capital et ses alliances militaires.

LE SYSTÈME DE SANTÉ CUBAIN À L'ÉPREUVE DU BLOCUS

ENTRETIEN AVEC LE DOCTEUR ALEX CARRERAS PONS

Entretien réalisé par Dorin Popa

Depuis le début de l'année 2026, le renforcement du blocus américain contre Cuba a plongé l'île dans une crise énergétique sans précédent. Les pénuries de combustible et les coupures d'électricité frappent l'ensemble de l'économie, jusque dans les hôpitaux, où il faut désormais composer avec des ressources toujours plus limitées pour maintenir les soins. Pourtant, loin de s'effondrer, le système de santé cubain continue d'assurer des services universels et gratuits, tout en poursuivant ses missions médicales de solidarité à travers le monde.

Comment un tel système parvient-il à résister à une politique d'asphyxie économique qui dure depuis plus de soixante ans ? Quelles sont les conséquences concrètes de ce blocus sur les hôpitaux, les soignants et les patients ? Et que révèle cette résistance de la nature du projet socialiste cubain ?

De passage à Montréal, le Dr Alex Carreras Pons, chef du Département des relations internationales pour la coopération bilatérale au ministère cubain de la Santé publique, a répondu aux questions de Jeunesse militante, publication de la Ligue de la jeunesse communiste du Québec que nous reproduisons ci-dessous.

Un système de santé assiégé

Q : Cuba qualifie le blocus américain de véritable génocide. Pourquoi employer un terme aussi fort ?

R : Non seulement on peut parler de génocide, mais on peut parler du génocide le plus long de l'histoire. Ça fait 60 ans que ce blocus est imposé au peuple cubain. Le blocus qui s'est renforcé et s'est transformé dans les derniers mois en une asphyxie totale, une asphyxie énergétique. Ce n'est pas seulement dans le milieu de la santé qu'on éprouve des problèmes. Il n'y a pas un aspect de la vie cubaine sur lequel le blocus n'as pas eu d'impact. Ne serait-ce que parler du fait qu'il n'y a pas eu une seule goutte de pétrole qui est arrivée à Cuba depuis des mois. Juste ça ne serait-ce qu'un impact extraordinaire.

Q : Concrètement, comment ce blocus affecte-t-il le système de santé cubain aujourd'hui ?

R : À Cuba il y a 151 hôpitaux à travers l'île et il n'y a aucun hôpital qui a été fermé. On n'avait pas fermé aucun centre de soins non plus. Par contre, ce qu'on a dû faire à certains moments c'est de regrouper certains services, mais le système fonctionne. Qui est problématique, un des impacts particuliers du blocus, c'est qu'il y a une liste d'attente énorme pour les chirurgies avec plus de 100 000 patients en attente. Parmi ces patients, on compte à peu près 12 000 enfants et évidemment on est obligé de reporter des opérations pour mettre l'accent et donner l'attention principale aux soins d'urgence et aux soins pour les maladies qui menacent la vie des patients comme les maladies cardio-vasculaires et les cancers. Au niveau de l'électricité, on est en train de couvrir les polycliniques et les hôpitaux de panneaux solaires. Évidemment, ce n'est pas suffisant pour délivrer autant d'énergie pour faire fonctionner ces institutions à leur pleine capacité, mais au minimum on est capable de faire fonctionner les salles d'urgence, les salles d'opération et de soins intensifs. Pour donner un exemple, les salles de néonatalogie pour les enfants de moins de 28 jours ont besoin d'un apport d'électricité stable et continu pour faire fonctionner par exemple les respirateurs artificiels. Nous n'avons pas le choix d'utiliser ces voies alternatives pour réussir à assurer la santé des patients. Le manque de combustible affecte gravement le transport des patients par ambulances. Pour palier à ce problème, nous avons commencé à intégrer des voitures électriques dans notre système de santé.

Soigner malgré l'asphyxie

Q : Dans ces conditions, qu'est-ce qui permet au système de santé cubain de tenir et de continuer à offrir des soins universels ?

R : S'il y a un élément qui est non négociable pour les cubains ce sont les principes de la révolution : le socialisme et sa souveraineté. Il n'y a eu à aucun moment des discussions sur ces fondements. Ce sont des conquêtes sociales qui sont arrivées avec la révolution. Le peuple cubain veut les maintenir, veut maintenir ce système qui donne l'accès aux soins de santé gratuits, qui donne l'accès à l'éducation gratuite, une formation de qualité, avec tous les droits qui viennent avec cela. Oui, c'est vrai, cette formation est impactée en ce moment par le blocus et la majorité des cubains voudraient que la situation s'améliore, qu'il n'y ait plus de coupures de courant, qu'il n'y ait plus de pénurie de médicaments, qu'il n'y ait plus de listes d'attente chirurgicales. Tous ces problèmes sont facilement réglables. Ça va se régler le jour où il n'y aura plus de blocus et cela est non négociable pour nous.

Au-delà des difficultés matérielles, le système de santé cubain continue d'exister comme projet politique et social. C'est cette articulation entre contrainte extérieure et choix de société qui structure également la dimension internationale de la médecine cubaine.

L'internationalisme médical cubain

Q : Vous avez évoqué les brigades médicales cubaines à l'étranger. Quel est leur rôle aujourd'hui ?

R : Il y a en ce moment à peu près 20 000 travailleurs de santé, donc pas seulement des médecins mais aussi des infirmiers, des spécialistes en stomatologie, etc., qui sont déployés dans environ 50 pays sur tous les continents, mais essentiellement en Afrique et en Amérique Latine. Il y a des brigades médicales qui sont présentes en Europe et en Asie également.

Q : Ces brigades sont parfois critiquées à l'international. Que répondez-vous notamment aux accusations de "traite de personnes" ?

R : Les protocoles bilatéraux de coopération sont toujours basés sur les demandes des États où les brigades cubaines vont s'implanter. Les médecins cubains vont dans les endroits les plus reculés où même les médecins locaux refusent d'opérer. Donc quand certains collègues de médecins nous accusent, les Cubains, de voler du travail aux médecins locaux, c'est faux parce que l'on va dans ces zones où ils ne pratiquent pas. Pour donner un exemple, quand il y a eu le programme d'envoi de médecins au Brésil, il y a eu 13 000 médecins cubains qui sont allés dans 700 municipalités. C'était la première fois dans ces municipalités que les communautés locales avaient accès à un médecin. Quand Jair Bolsonaro a révoqué le programme, aucun nouveau médecin ne les a remplacés.

Q : Comment fonctionne concrètement la coopération médicale cubaine et que répondez-vous aux accusations de coercition ?

R : Il n'y a aucun médecin ou personnel de la santé qui quitte Cuba de façon forcée. C'est volontaire. Ils signent un contrat et puis évidemment ils reçoivent une allocation, une prime, mais en plus de ça, leur salaire mensuel comme s'ils étaient à Cuba, est versé tous les mois. Au delà de l'allocation et du salaire qui est versé, 100 % des fonds qui sont perçus par ces mécanismes de coopération sont réinvestis dans le système de santé cubain, un système de santé qui est gratuit, notamment pour l'achat des médicament et l'achat de tout ce qu'est nécessaire pour le faire fonctionner. On comprend que notre système de santé gratuit est coûteux à maintenir, et ces actes de solidarité nous permettent de le faire.

Q : Quel rôle joue l'École latino-américaine de médecine dans cette dynamique internationale ?

R : L'École latino-américaine de médecine a été fondée en 1999 parce que l'année auparavant deux ouragans ont dévasté l'Amérique centrale, notamment le Honduras, le Nicaragua et les pays avoisinants. Cuba a envoyé des brigades médicales gratuitement en tant que véritable acte de solidarité internationale et de solidarité humanitaire. À ce moment, Fidel a dit que notre solidarité ne peut pas consister uniquement en l'envoi de médecins. Il faut aussi former le capital humain pour subvenir aux besoins des systèmes de santé locaux. Donc en février 1999 est créée l'École latino-américaine de médecine et la première cohorte comptait 1900 étudiants, essentiellement du Nicaragua, mais depuis nous accueillons des étudiants de partout, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient, de la Palestine, du Sahara Occidental, de plusieurs autres pays, y compris des États-Unis, où on permet à des gens qui n'auraient jamais pu penser autrement devenir médecins, faute de ressources financières. Donc c'est ce genre de personnes qu'on accueille à l'École latino-américaine de médecine. Tu me demandais la question de la solidarité entre les pays et Cuba. Je vais te donner deux exemples qui sont diamétralement opposés. Le premier, c'est l'exemple du Honduras qui était un des pays les plus aidés par Cuba, mais sous pression des États-Unis, le gouvernement du Honduras a décidé de mettre fin à la coopération sanitaire avec Cuba et les brigades médicales cubaines ont dû quitter le pays. C'est la preuve que cette solidarité dépend de la volonté politique des États concernés. L'autre exemple, positif, c'est l'exemple du Mexique. Il y a en ce moment 3 000 médecins cubains qui sont sur place et la Présidente Sheinbaum a répété à plusieurs reprises qu'il n'est pas question que ces médecins quittent le Mexique. En échange de cette aide humanitaire et médicale, ce pays envoie des bateaux d'aide humanitaire avec des médicaments et toutes sortes de biens de première nécessité qui sont nécessaires à ce que Cuba puisse survivre.

L'importance de la solidarité internationale

Q : Quel rôle jouent les organisations de solidarité internationale dans le soutien à Cuba aujourd'hui ?

R : Évidemment la solidarité avec Cuba est très importante, surtout dans cette période très particulière qui est marquée par une possible invasion militaire, il ne faut pas l'oublier. C'est très important de voir que partout à travers le monde, il y a des manifestations et des piquetages de solidarité devant les ambassades et les consulats des États-Unis. Ces organisations de solidarité internationale font un travail extraordinaire en ramassant des médicaments, des aliments, des biens de première nécessité. C'est extrêmement important. C'est important de comprendre que Cuba se maintient ferme devant les États-Unis et la solidarité internationale joue un rôle dans cette dynamique qui permet à Cuba de se maintenir libre et souveraine. Plusieurs organisations à travers le monde viennent à Cuba chaque année pour faire des travaux d'intérêt public en agriculture et dans toutes sortes d'autres aspects de la vie économique quotidienne de Cuba. Ils défilent au premier mai avec le peuple cubain et toute cette solidarité est fondamentale.

Comme nous le rappellent les propos du Dr Pons, soixante années de blocus n'ont pas réussi à faire renoncer le peuple cubain à l'une des conquêtes les plus précieuses de sa Révolution : une médecine conçue comme un droit et non comme une marchandise. Si cette entrevue montre l'ampleur des difficultés auxquelles Cuba est confrontée, elle rappelle surtout qu'il est possible d'opposer à la logique du profit celle de la solidarité, de la planification et de l'intérêt collectif. À l'heure où l'accès aux soins ici est partout fragilisé par les politiques d'austérité, cette expérience continue d'interpeller bien au-delà des frontières de l'île.

LE POINÇ ARTISTIQUE

NICOLAS GUILLÉN, POÈTE NATIONAL DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

Normand Raymond

L’histoire culturelle de Cuba ne peut s’écrire sans le nom de Nicolás Guillén. Proclamé poète national par le gouvernement de Fidel Castro en 1961, il incarne l’alliance parfaite entre la ferveur lyrique et l’engagement idéologique. Né dans une famille métisse le 10 juillet 1902 à Camagüey, Guillén grandit dans une société marquée par le racisme et l’héritage de l’esclavage. Pionnier de la « poésie noire », son œuvre fusionne les rythmes africains, la culture métisse et un engagement politique révolutionnaire profond.

Il signe ses premiers poèmes dès l’âge de 14 ans, mais cette vocation est brutalement freinée lorsque son père est assassiné par les forces gouvernementales lors d’un soulèvement politique à Cuba en 1917. Précipité dans la précarité absolue, le jeune Guillén doit aussitôt travailler à plein temps comme typographe et journaliste pour subvenir aux besoins de sa mère et de ses frères et sœurs. Il s’était initié à ces métiers comme simple apprenti au journal Las Dos Repúblicas, alors dirigé par son père.

Identité afrocubaine et poésie mulâtre

Ses deux premiers recueils : *Motivos de Son* (1930) et *Sóngoro Cosongo* (1931), provoquent un véritable séisme littéraire au moment de leur parution. Pour la première fois, la poésie cubaine adopte le rythme syncopé du « son », ce genre musical né de la fusion des traditions espagnoles et des tambours africains, qu’il imprègne d’une prise de conscience identitaire noire et anticoloniale. Dès la parution de *West Indies, Ltd.* (1934), sa plume s’élargit vers une critique féroce de l’impérialisme étatsunien dans les Caraïbes. Sa poésie devient alors une arme sociale qui dénonce l’exploitation des coupeurs de canne à sucre et la ségrégation raciale.

Il rejette l’exotisme superficiel réduisant la culture noire à un folklore de cabaret. Contrairement au mouvement de la Négritude, qui revendiquait une essence purement africaine, Guillén prône la transculturation et le métissage à travers celui du Négrisme, y

apportant une dimension sociale et politique de protestation contre les discriminations. Il introduit dans la littérature érudite le parler populaire des quartiers pauvres de La Havane, les onomatopées imitant les percussions africaines et le concept de poésie mulâtre, affirmant que l’identité cubaine n’est ni blanche ni noire, mais le résultat d’une fusion indissociable qu’il désigne sous le nom de « couleur cubaine ».

L’exil, la guerre civile espagnole et le tournant communiste

L’année 1937 marque pour lui un tournant décisif et définitif dans sa carrière littéraire. Guillén se rend en Espagne en pleine guerre civile pour participer au IIe Congrès international des écrivains pour la défense de la culture. Profondément marqué par l’assassinat de son ami Federico García Lorca et par la lutte antifasciste, il adhère au Parti communiste espagnol. Son œuvre s’internationalise et s’ancre désormais dans la lutte des classes. La même année, il publie au Mexique *España. Poema en cuatro angustias y una esperanza*, une élégie poignante en hommage à la Seconde République espagnole.

De retour à Cuba, il rejoint le Parti communiste, qui opère encore dans la clandestinité. Ses activités politiques lui valent la censure des dictatures successives. En 1953, après l’attaque de la caserne de Moncada par Fidel, il est contraint à l’exil sous la dictature de Fulgencio Batista pour son militantisme et ses idées communistes. Pendant six ans, Guillén parcourt l’Europe, l’Amérique latine et l’URSS, consolidant ainsi son statut de poète de la cause prolétarienne internationale.

Militant pour la paix et rôle au sein du Parti communiste

Dès la fin des années 1940, Guillén s’investit sur le front diplomatique et idéologique. En mars 1949, il intègre la délégation cubaine à la Conférence culturelle et scientifique pour la paix mondiale à New York. Puis, en avril, il participe au Congrès mondial des partisans de la paix à Paris. Son périple le mène ensuite à Prague pour

le IX^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque. En septembre, il rentre à La Havane accompagné du poète français Paul Éluard, avec qui il poursuit son voyage à destination de Mexico pour le Congrès continental pour la paix.

Au triomphe de la Révolution en janvier 1959, Nicolás Guillén, alors exilé en Argentine, rentre immédiatement à La Havane. Le nouveau gouvernement révolutionnaire voit en lui l’intellectuel idéal : noir, issu de la classe moyenne inférieure, marxiste de longue date et reconnu internationalement. Il est d’abord élu président de l’Union des écrivains et artistes de Cuba (UNEAC) lors de son congrès de fondation en 1961, poste qu’il occupera jusqu’à sa mort en 1989. Son recueil *Tengo* (1964) célèbre les acquis de la Révolution cubaine pour les classes populaires et les populations noires qui, autrefois marginalisées, ont désormais accès à l’éducation, la santé, la terre et la dignité, sans discrimination raciale.

Après avoir été désigné membre du Comité central du Parti communiste de Cuba en 1965, il est élu député à l’Assemblée nationale du pouvoir populaire en 1976, année charnière qui marque l’institutionnalisation de l’État socialiste. Sa relation avec Fidel repose sur une alliance de loyauté mutuelle, d’admiration réciproque et d’intérêts politiques partagés. Pour Fidel, Guillén incarne l’artiste révolutionnaire idéal; pour Guillén, Fidel est l’homme qui accomplit les promesses historiques de justice sociale.



« Marti te l’a promis et Fidel l’a réalisé pour toi »
– Nicolas Guillén

Présentation du livre

Fidel Castro: la visión de un canadiense d'Arnold August

Entrée gratuite
Samedi le 1^{er} août de 14h à 16h
5359 avenue du Parc

Association des travailleurs grecs du Québec



ORGANISÉ PAR LE
PARTI
COMMUNISTE
DU QUÉBEC



APPUYÉ PAR LA
TABLE DE CONCERTATION
SOLIDARITÉ QUÉBEC-CUBA

POUR LA PAIX,
NON À L'OTAN

CANADA HORS DE L'OTAN

Manifestation contre
la banque de l'OTAN à
Montréal

11 JUILLET À 14 H, 2026
PLACE NORMAN BETHUNE



LE CHIFFRE: 65

C’est le nombre de conflits armés en 2025, soit le plus élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est complémentaire au nombre, tout aussi alarmant, de 2 887 milliards de dollars en dépenses d’armement globales, soit une augmentation de 2,9 % depuis 2025. C’est là la preuve que la classe dirigeante nous prépare bel et bien pour la guerre...

BRÈVES INTERNATIONALES

Greg Beaune

Bolivie – insurrection des masses ouvrières

Depuis le 16 mai dernier, un soulèvement populaire fait rage en Bolivie. Une série de manifestations et une marche sur Lima contre un projet de loi de « réforme » agraire favorisant les grands propriétaires fonciers au détriment des petits agriculteurs ont pris de l’ampleur à la suite d’une répression intense. Les travailleurs du secteur public, les ouvriers de l’industrie et des transports, les étudiants, etc. se sont joints à cette vague de contestation avec leurs propres revendications, parmi lesquelles figure la démission du gouvernement. Ni la répression violente, ni les concessions symboliques accordées par le gouvernement de droite, aligné sur les États-Unis, n’ont fait fléchir la détermination des mobilisations.

À la mi-juin, la Bolivie reste paralysée par des barrages routiers, des grèves et des manifestations régulières dans tout le pays. Une question cruciale se pose toutefois : face aux luttes fractionnelles et à l’effondrement du MAS, et compte tenu des limites inhérentes à un soulèvement populaire dépourvu d’une direction politique prolétarienne et issue du socialisme scientifique, quel sera l’avenir du mouvement, et quelles forces surgiront pour le diriger ?

Portugal – Victoire contre le projet de dérégulation du code du travail

Le vaste mouvement multisectoriel des travailleurs au Portugal contre le projet de « réforme » du travail du gouvernement, qui visait à déréglementer massivement le droit du travail du pays et dont nous avons parlé dans cette rubrique il y a quelques mois, est victorieux ! Après près d’un an de mobilisations syndicales de grande envergure, de manifestations, de multiples grèves générales et d’actions de sensibilisation auprès des masses, le projet de loi a fini par mourir dans l’œuf sur les bancs du parlement bourgeois portugais en Juin dernier.

Comme le soulignent nos camarades du Parti communiste du Portugal, l’issue de ce vote a été déterminée par la ténacité et le caractère

militant du mouvement, dans lequel le parti a joué un rôle important, mais surtout par l’unité totale du mouvement ouvrier. Comme le souligne le PCP dans un communiqué sur la question, ce sont cette force et cette unité « qui peuvent ouvrir la voie à une alternative patriotique et de gauche qui défend les droits des travailleurs, du peuple et du pays, et non les intérêts du grand capital [...] ni les politiques de l’UE, des États-Unis, de l’OTAN et de l’impérialisme en général ».

Le parlement de l’UE attaque Cuba

Après des mois d’activité anti-cubaine au sein des institutions de l’UE, notamment par le biais de pseudo-présentations devant la Commission des droits de l’homme de l’UE, lesquelles s’appuyaient sur des « dissidents cubains » anti-communistes et alignés sur les États-Unis, le Parlement européen a adopté, le 18 juin, à une faible majorité, une honteuse résolution qui aligne de manière scandaleuse l’UE à l’agression impérialiste menée par les États-Unis contre l’île socialiste.

Non seulement cette résolution formule des exigences qui bafouent la souveraineté cubaine, comme celle d’exiger des « changements économiques et politiques profonds », mais elle menace également de mettre fin à l’accord de dialogue politique et de coopération entre l’UE et Cuba. Pire encore, cette résolution renforce massivement les sanctions de l’UE contre Cuba, alors même que le blocus illégal imposé par les États-Unis contre l’île s’intensifie, causant des souffrances inhumaines au peuple cubain.

En d’autres termes, l’UE, par le biais de cette résolution, agit comme un auxiliaire éhonté de l’impérialisme américain – une ligne de conduite qui n’échappe pas aux nombreux amis de Cuba en Europe, qui s’engagent à redoubler de solidarité, que ce soit au sein des institutions de l’UE, où des formations politiques telles que le KKE ont joué un rôle essentiel pour s’opposer à la propagation des machinations anti-cubaines, ou en dehors de ces institutions, notamment sur la scène politique des

différents pays de l’UE, et par la coordination de campagnes populaires visant à collecter de l’aide matérielle à envoyer sur l’île.

Allemagne – Une campagne anti-communiste... initiée par la “gauche” !

Dans un geste que l’on attendrait plutôt de la part de l’extrême droite ou encore du mouvement néonazi, une proposition émanant du parti des Verts allemands, a été déposée au Parlement dans le but de promouvoir le révisionnisme historique anticommuniste, notamment en s’en prenant aux trois principaux monuments dédiés à l’Armée rouge érigés dans l’ancien Berlin-Est après la défaite de l’Allemagne nazie et la création de la République populaire de la RDA.

Die Linke, qui se présente comme un parti de rupture anticapitaliste, s’est honteusement ralliée dans un premier temps à l’initiative des Verts. Ce n’est qu’après la mobilisation des forces antifascistes et communistes allemandes et leurs condamnations que Die Linke a fait marche arrière – tandis que les Verts poursuivent leur démarche.

Bien que cela puisse paraître anecdotique, cette situation s’inscrit dans le contexte d’une montée rapide du révisionnisme historique anticommuniste, notamment en ce qui concerne la compréhension historique de la Seconde Guerre mondiale, et d’attaques contre les partis communistes à travers l’UE, accompagnées d’une réhabilitation des discours nationalistes et fascistes, avec le soutien honteux de formations politiques dites progressistes.

Déroute des forces progressistes au Pérou et en Colombie

En juin, et bien que les résultats définitifs ne soient pas encore disponibles au moment où nous écrivons ces lignes, la vague de populisme d’extrême droite alignée sur les intérêts des États-Unis de Trump, qui prend le contrôle de plusieurs gouvernements d’Amérique latine, s’est poursuivie, avec la victoire apparente de Keiko Fujimori, petite-fille du dictateur péruvien comprador du même nom, et d’Alberto de la

Espriella, un véritable « Trumpito » à l’image du président fasciste de l’Équateur Daniel Noboa, respectivement au Pérou et en Colombie.

C’est un véritable désastre pour la « Vague rose 2.0 », qui a vu, ces dernières années, de multiples initiatives social-démocrates progressistes à travers la région subir des défaites électorales et des coups d’État de droite soutenus par les États-Unis (mais aussi par le Canada), laissant la région presque entièrement sous le contrôle de gouvernements alignés sur les États-Unis.

La situation est particulièrement tragique en Colombie, étant donné que le gouvernement précédent était le premier gouvernement progressiste depuis des décennies, et qui avait réussi à engager le pays sur la voie d’un processus de paix visant à mettre fin à près d’un demi-siècle de guerre civile, un processus qui est désormais en danger de mort. À l’heure où s’intensifient les pressions impérialistes américaines et où la doctrine Monroe est réaffirmée, particulièrement contre Cuba socialiste, les derniers développements électoraux ne sauraient être plus inquiétants.

Iran – Un “deal” mort né

Le mémorandum de « paix » américano-iranien tant vanté, signé le 17 juin 2026, s’est effondré en quelques jours alors que les frappes israéliennes sur le Liban se poursuivaient sans relâche – dévoilant l’hypocrisie de Washington qui, tout en se targuant d’une trêve, refuse de brider son État client. Loin de désescalader, Trump a utilisé les négociations de Genève du 21 juin pour menacer ouvertement les diplomates iraniens, leur déclarant qu’ils « ne rentreraient pas chez eux » et laissant entendre une « prise de contrôle » américaine de l’Iran – un spectacle d’intimidation qui a conduit la délégation iranienne à claquer la porte. Cette parodie d’« accord » n’a jamais visé la paix, mais à habiller de vernis diplomatique les intérêts stratégiques des États-Unis, pendant que les civils de la région paient le prix de ses promesses creuses.

CONSCIENCE DE CLASSE ET ALLIANCES ÉLECTORALES

ARTICLE 7A DES STATUTS DE LA 1^{re} INTERNATIONALE (1872)

Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters. Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient la grande tâche du prolétariat.

Adrien Welsh

La question du pouvoir politique trône au centre des préoccupations de tout révolutionnaire. Justement, l'objectif d'édification du socialisme n'est-il pas celui de s'assurer que la classe ouvrière assure le pouvoir politique (donc le contrôle de l'État) au profit de la bourgeoisie parasitaire et exploiteuse?

Afférente à cette question, celle de la conscience de classe s'impose. En effet, comme l'explique Lénine, la révolution dans un pays capitaliste avancé ne s'articule pas de la même manière que dans un pays sous-développé. Dans l'un, les conditions objectives sont rassemblées pour bâtir le socialisme, mais les conditions subjectives manquent. Dans l'autre, c'est l'inverse : subjectivement, la propension des masses à se lever contre le pouvoir établi est plus grande, malgré une condition objective relativement déficiente pour soutenir le développement socialiste.

Ainsi, dans les pays capitalistes avancés, l'acte révolutionnaire en lui-même est plus difficile à générer, mais une fois cette étape complétée, il est plus aisé de défendre et maintenir le socialisme. Inversement, dans les pays moins développés, la révolution est plus aisée, mais le maintien et la défense du socialisme demandent beaucoup plus d'efforts.

De notre point de vue, le lien entre conscience de classe et pouvoir politique est dialectique. Les deux se nourrissent. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique sans conscience de classe et, inversement, la conscience de classe ne peut évoluer de manière abstraite, théorique, sans que les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et des masses laborieuses ne se rapprochent du pouvoir politique.

En effet, aucune révolution n'apparaît *ex nihilo*. S'accaparer, puis exercer le pouvoir d'État implique une série de connaissances et d'expériences qui ne peuvent s'apprendre dans les livres, pas même dans les syndicats, n'en déplaise aux anarcho-gauchistes. Ce serait donc professer un socialisme de boudoir que de s'imaginer qu'à lui seul, le Parti communiste peut faire la révolution sans l'aide de ses alliés naturels et des couches non-monopolistes de la

population. Attendre le Grand Soir et espérer que du jour au lendemain, par le truchement d'une opération mystique, la classe ouvrière et les masses populaires adhèrent au socialisme sans avoir vu ceux qui portent ce projet à l'oeuvre au quotidien relève de l'ineptie. Ce l'est d'autant plus qu'aucune révolution socialiste, pas même celle de 1917, n'a pu faire l'économie d'alliances politiques afin de ravir une portion si infime soit-elle du pouvoir politique à la classe dirigeante.

Bien sûr, il n'est pas question de prétendre que le socialisme se construit en conquérant quelques municipalités ça et là ni à travers un caucus de communistes et apparentés bien fourni. Il n'est pas question de remplacer la lutte des classes par la lutte des places. Néanmoins, les expériences acquises, incluant la lutte pour l'unité politique, mais aussi l'apprentissage de la responsabilité d'affaires publiques, la capacité à *faire* de la politique autrement plutôt que *prétendre* sans se mouiller sont incommensurables tant pour la lutte révolutionnaire que pour les masses populaires et la classe ouvrière qui juge au quotidien et dans le concret la capacité de son Parti et de ses alliés à diriger politiquement afin de lui accorder sa confiance.

Comment concilier, alors, cette nécessité de se rapprocher du pouvoir d'État sans pour autant réaliser une unité de façade de sorte que les communistes capitulent devant la nécessité d'élever la conscience de classe en vue d'abattre le capitalisme et d'ériger le socialisme? Formulé autrement, comment les communistes doivent, dans les pays capitalistes avancés où le mythe du capitalisme nourricier perdure et où l'anticommunisme fait foi d'idéologie officielle, se rapprocher du pouvoir politique envers et contre les monopoles et leur pouvoir?

Depuis le début des années 1970, les communistes ont établi que le trait caractéristique du capitalisme contemporain demeure l'avènement du capitalisme monopoliste d'État où les grandes entreprises et leurs intérêts non seulement se mâtinent à l'État devenu exploitateur collectif, mais le contrôlent exclusivement et s'en servent comme point levier pour imposer un partage du monde selon leurs intérêts les plus stricts.

Étai de l'impérialisme, ce capitalisme monopoliste d'État nous pousse à lutter pour forger une

alliance anti-impérialiste et anti-monopoliste. Au Québec, celle-ci pourrait prendre l'aspect d'un Parti fédéré des masses laborieuses. Celui-ci inclurait le Parti communiste, mais aussi l'ensemble des forces de progrès, y compris les syndicats, groupes et mouvements démocratiques et populaires acquis à la démarche, pourvu qu'elles s'accordent sur un programme dont la base est de faire fléchir le pouvoir des monopoles et d'ériger la solidarité internationale en principe fondamental et non en «à côté».

Il ne s'agit pas d'unité de façade, mais d'unité programmatique et de principe. Cette ligne rouge est non-négociable : à quoi bon se mettre à la traine des auriges du capital simplement pour gagner quelques positions à travers la compromission avec nos exploiters ce qui porterait un préjudice néfaste envers une élévation de la conscience de classe, soit en édulcorant le marxisme-léninisme? On ne combat pas l'anti-communisme à coup de communisme honteux! De l'autre, il ne nous servirait à rien de perdre notre temps avec les forces gauchistes qui espèrent imposer leur programme comme celui de la coalition sans considération aucune envers la lutte unitaire contre les monopoles puisqu'ils n'y croient pas... Ce serait nous exclure des masses laborieuses.

Ce Parti fédéré des masses laborieuses, s'il est souhaitable, est-il pour autant nécessaire? À cette question, il convient de suspendre le jugement. Ce n'est pas parce qu'il répond aux impératifs de la phase de lutte actuelle qu'il faut ériger cette tactique en principe. L'Histoire nous a prouvé qu'en d'autres contextes, la priorité était à la lutte anti-fasciste et il fallait ainsi créer des fronts unis autour des forces démocratiques. Lénine et les Bolchéviks eux-mêmes revendiquaient une Constituante démocratique. Pourtant, la situation objective accélérée leur a permis de réaliser la dictature du prolétariat sans avoir à passer par cette étape intermédiaire.

À aucun moment les communistes n'ont-ils érigé un obstacle à franchir entre le capitalisme et le socialisme, particulièrement pas à l'ère de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Car suprême signifie également ultime, ce qui signifie qu'il n'y a plus d'étapes intermédiaires au développement du capitalisme. L'ère des

impérialismes est l'ère des révolutions socialistes. Mais autant est-il néfaste que de magnifier l'ennemi et capituler pour mieux collaborer comme Pétain en 1940, autant il est mortifère de le sous-estimer et prétendre qu'il ne s'agit que d'un tigre de papier – ses crocs sont atomiques, tout de même.

Toujours, les communistes ont su engager un dialogue actif avec les forces de progrès, anti-impérialistes et anti-monopolistes en vue de les unir non seulement économiquement, mais aussi et surtout politiquement. Aucune révolution n'a su triompher sans l'apport des alliés de la classe ouvrière. D'octobre 1917 à la Libération du Vietnam en passant par la Révolution cubaine de 1959, les communistes ont joué un rôle de *catalyseur*, donc d'avant-garde. Mais on ne peut réduire la révolution socialiste à leur unique action. C'est d'ailleurs là la force d'un Parti communiste.

Ainsi, l'idée d'un Parti fédéré des masses laborieuses répond à cet impératif : celui d'abattre le capitalisme et d'édifier le socialisme. Nous ne pouvons être que confiants qu'en luttant contre les monopoles et l'impérialisme, pour la paix, la solidarité internationale, la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, l'expansion de nos services publics, etc. les travailleurs et les masses populaires développeront une conscience de classe. Celle-ci devra cependant trouver écho sur l'échiquier politique, d'où l'importance d'un véhicule politique pour porter ces demandes de la rue à l'Assemblée nationale.

Or, si tous n'ont pas encore conclu à la nécessité de lutter pour le socialisme, c'est justement la raison pour laquelle le Parti communiste doit, essentiellement, maintenir son indépendance au sein d'alliances politiques. Lénine le notait à son époque d'ailleurs. C'est pourquoi ce Parti que nous proposons doit être fédératif.

C'est là, à notre avis, la meilleure manière de concilier la nécessité de se rompre à la question politique (donc celle du pouvoir d'État) sans pour autant compromettre la tâche essentielle d'élever la conscience de classe des travailleurs et des masses populaires dans un contexte de Parti communiste ultra-minoritaire en pays impérialiste où les alizées de la politique bourgeoise portent les vaisseaux de la réaction.



Imprimé chez **Hebdo-Litho**

Collaboration :
Adrien W, Clément L, Diogo C, Dorin P,
Greg B, Laurence G, Maxime B,
Stéphane D.

Mise en page :
Clément L

Rédacteur en chef :
Adrien Welsh

Commentaires et lettres à l'éditeur :
Clarté
5359, Ave. du Parc, App. C
Montréal, QC
H2V 4G9

Courriel :
Redaction@journalclarte.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque Nationale du Québec



Abonnez-vous à
Rebel Youth - Jeunesse militante, le magazine bilingue de la Ligue de la jeunesse communiste.

ry-jm.ycl-ljc.ca



PEOPLE'S VOICE
NEWS FOR PEOPLE
NOT FOR PROFITS!

☐ \$40 pour 1 an
☐ \$80 pour 1 an à l'extérieur du Canada
☐ Revenu modeste: \$20 pour 1 an

Nom: _____
Adresse: _____
Code Postal: _____

Envoyez à: 290A Danforth Ave.
Toronto, ON, M4K 1N6
ou par PayPal à PVonline.ca





Un journal pour le peuple, pas pour les profits!
6 numéros pour 30\$

Nom: _____
Adresse: _____

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc,
Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.